



## Comité Européen de Liaison sur les Services d'Intérêt Général European Liaison Committee on Services of General Interest

### Séminaire européen

### Le logement : domaine d'intérêt général européen ?

Jeu­di 11 et ven­dredi 12 dé­cembre 1997 -  
Bruxelles

Le **logement** est une préoccupation essentielle pour des millions d'européens. Il est un facteur déterminant de **citoyenneté** et d'**intégration sociale**. Comment exercer ses devoirs de citoyens, comment obtenir un emploi, sans domicile ? L'eau, l'électricité, le téléphone ne se conçoivent pas sans logement.

La pénurie de logement a été longtemps une donnée dominante dans nombre de pays, membres aujourd'hui de l'Union européenne.

Pour ces raisons, dans la quasi-totalité des pays de l'Union, le logement échappait pour partie au secteur marchand. Sous des formes différentes selon les pays, l'accès au logement pour de larges couches sociales était assuré par des méthodes de **socialisation** avec un succès certain.

Ces dernières années, sous l'effet de la montée du chômage, de la précarisation, de la pauvreté et de la diversification des besoins, les politiques publiques et les structures travaillant sur le logement **n'assurent plus l'accès du logement à tous**. Des évolutions profondes sont en cours. Dans la plupart des Etats-membres de l'Union européenne, les fonds publics consacrés au logement diminuent. Le parc locatif dans certains pays devient à nouveau insuffisant, inadapté et/ou inaccessible à beaucoup.

Dans ces conditions, de **nouvelles problématiques sur le droit et l'accès au logement** sont nées dans beaucoup d'Etats-membres. La tendance à différencier la propriété du logement et son droit d'usage dans le secteur locatif s'accroît. De nouvelles formes de régulation de l'accès au logement plus locales et décentralisées, moins étatiques apparaissent. Les politiques publiques qui en découlent deviennent alors plus diverses.

Ces évolutions qui s'effectuent à des rythmes différents et sous des formes différenciées selon les pays, sont-elles bénéfiques pour les populations ? Sont-elles susceptibles de résoudre les questions des sans logis aujourd'hui ? Comment assurer un meilleur équilibre entre les lois du marché et les politiques publiques pour garantir un logement décent et adapté pour tous ?

**Cinq questions** essentielles se posent alors dans chacun des Etats-membres et au niveau européen, qui feront l'objet des **séances de travail** du séminaire :

- 1/ Quelles politiques du logement ?
- 2/ Quels rôles pour les différentes institutions locales, régionales, nationales et européennes ?
- 3/ Comment garantir à tous, dans la pratique, l'accès au logement ?
- 4/ Quel rôle des différents opérateurs ?
- 5/ Quels rapports entre logement et intérêt général ? Logement et cohésion économique et sociale. Logement et développement urbain.

### European seminar

### Is housing an Area of European General Interest ?

Thursday 11th and Friday 12th December 1997 -  
Brussels

**Housing** is an essential pre-occupation for millions of Europeans. It is a determining factor for **citizenship** and **social integration**. How can people exercise their civic duties, or find work without a home? Access to water, electricity or a telephone are inconceivable without housing.

For a long time the shortage of housing has been important to numerous countries which today are members of the European Union.

For these reasons, housing has partly escaped from the marketable sector of the economy in nearly all countries of the Union. In varying forms, access to housing for large sections of society was assured, with some success, by **social provision**.

In recent years, given the rise of unemployment, precarious work, poverty and the diversification of needs, public policies and structural changes in housing have meant that **access to housing is no longer assured for all**. Profound developments are currently taking place. In most Member States of the Union, public funding for housing is diminishing. The rented sector in certain countries is once again insufficient, badly adapted and/or inaccessible to many.

As a result, **new issues concerning the right to access to housing are emerging in Member States**. There is a growing trend to differentiate between the ownership of property and the right to use in the rented sector. New forms of regulating the access to housing are emerging, which are more locally-oriented, decentralised and less statist. The ensuing public policies are becoming more diverse.

Are such trends, which are being realised at different speeds and in different forms from country to country, beneficial to Europe's populations? Are they likely to solve the problem of homelessness today? How is it possible to strike a better balance between market forces and public policies, in order to guarantee decent and adapted housing for all?

**Five essential questions** must be asked both of the Member States and at the European level. These will be the subjects of **working sessions** during the seminar:

- 1/What is housing policy to be?
- 2/What roles should the various local, regional, national and European institutions play?
- 3/How is the right to access to housing for all to be guaranteed in practice?
- 4/What is the role of the different operators in the sector?
- 5/What is the relationship between housing and the general interest? Housing and economic and social cohesion. Housing and urban development.

Face à ces évolutions, plus ou moins souhaitées et plus ou moins maîtrisées, quels rôles peuvent avoir les différents acteurs (financeurs, constructeurs, locataires, propriétaires, bailleurs, institutions) pour répondre au mieux aux besoins de plus en plus diversifiés des populations ? Quels rapports le secteur public et le secteur privé peuvent-ils nouer pour une meilleure efficacité sociale et économique ?

L'objet des deux journées d'étude est d'amorcer le débat au plan européen entre tous les acteurs concernés. Bien que non-communautaire, le domaine du logement est forcément affecté par les politiques européennes, notamment par la libre circulation des capitaux et des personnes. Il est donc normal et souhaitable que les forces sociales concernées échangent leurs expériences et les confrontent à l'évolution de la construction européenne à l'heure de la création de l'Euro.

**Le programme et le bulletin d'inscription à ce séminaire européen seront diffusés début septembre.**

---

## Le CIRIEC fête son 50e anniversaire

Fondé en 1947 à Genève par le Professeur Edgard Milhaud, le CIRIEC (Centre International de Recherches et d'Information sur l'Economie publique, sociale et coopérative - cf. Nouvelles-Europe n° 2 du 20/3/97) célébrera son cinquantième au cours d'une grande manifestation à Bruxelles, les 25 et 26 septembre 1997, sur le thème "L'économie publique, sociale et coopérative au service de l'intérêt général - Quels rôles au XXIème siècle ?".

Le droit d'inscription de 3.000 FB par personne couvre la participation au colloque, au cocktail du jeudi soir 25 septembre, au déjeuner du 26 au Palais des Congrès, mais également l'acquisition de l'ouvrage scientifique collectif *Mutations structurelles et intérêt général: vers quels nouveaux paradigmes pour l'économie publique, sociale et coopérative?* réalisé sous la direction du Directeur du CIRIEC, Bernard Thiry, et du Président du Conseil scientifique international du CIRIEC, le Professeur Lionel Monnier de l'Université de Rouen. Les presque trente auteurs (de 13 pays) qui ont contribué à la rédaction de cet ouvrage tentent de démontrer l'importance et l'actualité, mais surtout la pluralité de la notion d'"intérêt général", dont le contenu et les modes d'expression doivent s'adapter à la mondialisation des marchés. "*L'Intérêt général est une composante essentielle de notre système économique et social dont ni l'Etat, ni les seules forces du marché n'ont le monopole*", telle est la thèse qui nourrit la réflexion du CIRIEC depuis sa création.

**Renseignements:** Programme et bulletin d'inscription au Secrétariat international du CIRIEC (Université de Liège, Bât B 33 (bte 6), B - 4000 Liège (Belgium) ; Tél. 32-4-366.27.46 - Fax 32-4-366.29.58. E-mail : ciriec@ulg.ac.be

---

## Commission européenne

La commission européenne a publié début juin une **Communication sur la promotion du rôle des associations et fondations en Europe**. Après avoir présenté leur environnement juridique et fiscal, leurs activités et leur importance économique, leur contribution à la résolution des problèmes sociaux et économiques, la communication fait une série de propositions pour leur développement aux niveaux des Etats membres et communautaire.

Au plan européen les principales propositions consistent à améliorer le dialogue avec les institutions européennes, impulser une participation accrue aux programmes européens de formation, organiser une année européenne des associations et de la citoyenneté européenne, organiser un meilleur accès aux programmes européens de financement, développer un fonds spécial pour promouvoir la collaboration transnationale.

**Contact :** DG XXIII Economie sociale. Fax (32-2) 296 58 57

---

## Parlement européen

Le Parlement européen a adopté le 29 mai, sur la base du rapport présenté par Brian Crowley, une résolution sur **Les aspects sociaux du logement**, qui vise à une réelle prise en compte de la question du logement au niveau national et communautaire.

Faced with these trends, which are more or less desirable and controllable, what are the roles for the different actors (financiers, builders, landlords, owner-occupiers, leasers and institutions) in meeting the increasingly diversified needs of Europe's populations? What relationship can the public and private sectors develop in order to promote social and economic efficiency?

The aim of the seminar is to start a debate at the European level between all the actors concerned? Though not within the sphere of Community policy, housing is clearly affected by other European policies, notably the free circulation of capital and persons. Hence it is normal and desirable that Europe's social actors relate their experiences and analyse them with respect to European integration and the creation of the Euro.

**The programme and the registration form of the seminar will be distributed at the beginning of September.**

---

## CIRIEC celebrates its 50th anniversary

Founded 1947 in Geneva by Professor Edgard Milhaud, CIRIEC (International Center of Research and Information on the Public and Cooperative Economy - see News-Europe Nr 2 - 20/3/97) will celebrate its 50th anniversary by organising a Colloquium in Brussels on **September 25-26, 1997**, on "**The Public, Social and Cooperative Economy and the General interest: Which Roles in the 21st Century?**".

The registration fee of BEF 3.000 per person covers the participation in the conference, the official reception on Thursday night 25 September, the lunch on Friday 26 at the Congress Palace and also the acquisition of the scientific collective work *Structural Changes and General Interest: Which Paradigms for the Public, Social and Cooperative Economy?* realised under the direction of CIRIEC's Director, Bernard Thiry, and the President of the International Scientific Council of CIRIEC, Professor Lionel Monnier from the University of Rouen. The authors (almost 30 from 13 countries) who contributed to the drafting of this book have attempted to demonstrate the importance and the topicality, but especially the plurality of the notion of the **General Interest**, whose contents and modes of expression have to adapt to the globalisation of markets. "*The General Interest is an essential element of our economic and social system; neither the State nor market forces alone have the monopoly of it*", such is the thesis nourishing CIRIEC's research since its creation.

**Information:** Programmes and registration forms at the International Secretariat of CIRIEC (Université de Liège, Bât B 33 (bte 6), B - 4000 Liège (Belgium). Tel. 32-4-366.27.46 - Fax 32-4-366.29.58. E-mail : ciriec@ulg.ac.be

---

## The European Commission

At the beginning of June, the European Commission published a **Communiqué on the promotion of non-profit-making associations and foundations in Europe**. The Communiqué presents their legal environment, activities, economic importance, and their contribution to the resolution of social and economic problems. It goes on to make a series of proposals to develop these bodies within Member States and at a European level.

For the latter, the principal proposals consist of improving the dialogue with European institutions, of fostering greater participation in European training programmes, organising a European year of associations and European citizenship, organising better access to European financing programmes, and developing a special fund for promoting transnational cooperation.

**Contact:** DGXIII Economie sociale. Fax (32-2) 296 58 57.

---

## The European Parliament

On the 29th May, the European Parliament adopted a resolution - on the basis of the report presented by Brian Crowley - concerning the **Social Aspects of Housing**. It aims at a genuine consideration of housing at the national and Union level.

La résolution évalue à **18 millions** le nombre de personnes considérées comme "sans-abri" ou réduites à vivre dans des logements sous-équipés. Elle propose que le logement soit "**rangé parmi les domaines d'intérêt général et constitue le point d'ancrage de tous les autres droits sociaux fondamentaux, à prendre en considération à tous les niveaux de décision au sein de l'Union**". Elle souligne que la politique européenne du logement devrait comporter la collecte et l'analyse des données sur les politiques de logement menées par les Etats, l'évaluation, la diffusion et le promotion des expériences en matière de projets et de services, la définition d'objectifs minimums d'harmonisation en ce qui concerne l'accès de toute personne au logement, le suivi par une "task force" de l'incidence des politiques de l'Union sur le secteur du logement.

**Contact** : DG XXIII Economie sociale. Fax (32-2) 296 58 57

## Initiatives

L'**Observatoire social européen** publie une lettre bimestrielle d'information, **NOTABENE**. Le n°100 (juin 1997) est un numéro spécial de 28 pages comportant une série d'articles de synthèse sur l'intégration européenne.

L'**Observatoire social européen** vient également de publier une brochure de 43 pages **Vers un pacte social européen ?**, qui analyse la logique commune dans laquelle s'inscrivent les pactes sociaux négociés ces dernières années dans plusieurs pays européens et propose des réflexions sur les perspectives d'un éventuel pacte social européen.

**Contact** : Observatoire social européen, rue P.E.Janson 13, B-1050 Bruxelles. Tel (32-2) 537 19 71. Fax (32-2) 539 28 08.

**EAPN** (European Anti Poverty Network), le réseau européen des associations de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale, publie chaque mois en Français, Anglais et Espagnol, une **Lettre d'information** de 8 pages comportant de nombreuses informations sur les initiatives européennes et nationales de lutte contre la pauvreté et l'exclusion.

**Contact** : EAPN, 205 rue Belliard, Bte 13 - B-1040 Bruxelles. Tel (32-2) 230 44 55. Fax (32-2) 230 97 33. E-mail eapn@infoboard.be

La **FEANTSA**, Fédération européenne d'associations nationales travaillant avec les sans-abri, publie un rapport **Où dormir ce soir ? Où vivre demain ? Perspectives d'actions futures**.

**Contact** : FEANTSA, rue Defacqz 1, B-1000 Bruxelles. Tel (32-2) 538 66 69. Fax (32-2) 539 41 74. E-mail feantsa@compuserve.com

Le **BEUC**, Bureau européen des unions de consommateurs, publie chaque trimestre une lettre d'information, **Beuc en bref**. Le n°21 fait état de la demande du BEUC au Parlement européen d'accorder une attention particulière aux intérêts des consommateurs dans son rapport sur la Communication de la Commission sur les **services d'intérêt général** (étant donné que les services publics sont essentiels dans la vie quotidienne des consommateurs), et de demander à la Commission de tenir compte du point de vue des consommateurs dans le processus de libéralisation au plan européen. Le BEUC insiste pour que soit adoptée une **approche horizontale** pour tous les services publics afin de garantir et de définir au niveau européen le caractère abordable ainsi que les normes de qualité des services publics. Selon la définition du service universel au sein des textes communautaires existants, ce dernier devrait garantir l'accès à tout un groupe de services spécifiques d'une qualité donnée, ainsi que la fourniture de ces services à tous les consommateurs, à un prix abordable quel que soit l'endroit où ils résident. Le BEUC estime que ces critères ne sont pas clairement définis et qu'une plus grande précision est nécessaire afin de permettre de déterminer le caractère abordable de ces services et de les garantir au niveau national. Le BEUC réclame également une définition des normes de qualité.

**Contact** : BEUC, Av. de Tervueren 36, Bte 4, B-1040 Bruxelles. Tel (32-2) 743 15 90. Fax (32-2) 735 74 55.

Compte tenu de la période des congés, le prochain numéro de "NOUVELLES-NEWS-EUROPE" sera publié le 20 août.

The resolution estimates that **18 million** people are "homeless", or forced to live in unsatisfactory housing. It proposes that housing be "**included among the areas of general interest and constitutes an anchor for all other, fundamental social rights, which must be taken into consideration at all decision-making levels in the Union**". The resolution underlines that European policy should include the collection and analysis of data on housing policies pursued by Member States; the evaluation, diffusion and promotion of project and service experiences; the definition of minimum harmonisation objectives concerning access to housing for all; and the monitoring by a "task force" of the impact of Union policies on the housing sector.

**Contact**: DGXIII Economie sociale. Fax (32-2) 296 58 57.

## Initiatives

The **Observatoire social européen** publishes a bi-monthly newsletter, **NOTABENE**. The 100th issue (June 1997) is a special edition of 28 pages comprising a series of summary articles covering European integration.

The **Observatoire social européen** has also published a 43-page brochure entitled **Towards a European Social Pact?**, which analyses the common logic of the social pacts negotiated over the last years in several European countries, and proposes ideas concerning the prospects for a possible European social pact.

**Contact**: *Observatoire social européen*, rue P.E. Janson 13, B-1050 Brussels. Tel: (32-2) 537 19 71. Fax (32-2) 539 28 08.

**EAPN** (European Anti-Poverty Network), the European network of associations fighting poverty and social exclusion, publishes a monthly, 8-page **Information Letter**, in English, French and Spanish. It includes much information on European and national initiatives for the fight against poverty and exclusion.

**Contact**: EAPN, 205 rue Belliard, Bte 13 - B-1040 Brussels. Tel (32-2) 230 44 55. Fax (32-2) 230 97 33. E-mail eapn@infoboard.be

The European Federation of National Associations Working with the Homeless (**FEANTSA**) has published a report "**Where to sleep tonight? Or to live tomorrow? Outlook and Future Actions**."

**Contact**: FEANTSA rue Defacqz 1, B-1000 Brussels. Tel (32-2) 538 66 69. Fax (32-2) 539 41 74. E-mail feantsa@compuserve.com

The European Bureau of Consumer Unions (**BEUC**) publishes a quarterly letter of information, **Beuc en bref**. Issue No 21 outlines the BEUC's request put to the European Parliament that the latter pay particular attention to consumer interests in its report on the Commission's Communiqué on **General Interest Services** (given that public services are essential in the daily life of consumers), and that it asks the Commission to take into account the consumer's point of view in the process of liberalisation in Europe. The BEUC insists that a **horizontal approach** be adopted for all public services, with the aim of guaranteeing and defining at a European level the affordability of such services and their quality norms. According to the definition of universal services given in existing Community texts, the latter should guarantee access to a whole group of specific services of a given quality, as well as the provision of such services to all consumers, at an affordable price, no matter the place of residence. The BEUC considers that these criteria are not clearly defined and that greater precision is needed to permit the affordable nature of these services to be guaranteed at a national level. The BEUC also demands a definition of quality norms.

**Contact**: BEUC, Av de Tervueren 36, Bte 4, B-1040 Brussels. Tel (32-2) 743 15 90. Fax (32-2) 735 74 55.

Due to holidays, the next issue of "NOUVELLES-NEWS-EUROPE" will be published on the 20th of August.